

Assemblée générale du 11 mars de la section PCF de Fontenay-sous-Bois

Tout d'abord, merci à toutes et tous de vous être libérés ce soir pour participer à notre assemblée générale et Merci à notre Maire, cher Jean-Philippe d'avoir répondu à notre invitation pour échanger sur les élections à venir.

L'actualité avec la guerre en Ukraine est venue télescoper la campagne présidentielle, campagne qui avait déjà du mal à émerger avec la crise sanitaire.

Crise sanitaire, qui même si elle ne tourne plus en boucle dans les médias et que les restrictions sont levées petit à petit, reste présente. On note d'ailleurs une légère reprise cette dernière semaine suite à la fin des vacances scolaires.

Je vous invite, donc, à rester prudentes et prudents.

La guerre en Ukraine, met en lumière certains clivages, à l'extrême droite, le candidat Zemmour qui avait des positions très pro-Poutine voit ses sondages en net recul, à l'inverse, le président Emmanuel Macron profite de son statut de président et de la présidence française de l'union européenne avec des sondages avoisinant les 30% au détriment de Valérie Pécresse.

À gauche, un clivage se fait également entre les défenseurs de la Paix et du dialogue dont nous sommes et d'autre (EELV) qui prône un engagement plus concret dans le conflit (avec par exemple la proposition de financer les banques Ukrainiennes pour leur permettre d'acheter des armes)

Nous avons pu le constater localement, lors du rassemblement pour la paix organiser par la section qu'ils ont critiqué et boycotté (voir menacé d'exclusion les verts qui s'y rendraient).

Rassemblement qui malgré son organisation pendant les congés a été un franc succès, il a rassemblé une cinquantaine de personnes, les communistes évidemment, les insoumis, Ensemble, le PS, des représentant des anciens combattants (y compris 1 de droite) et les représentants du comité de jumelage et de l'association des « amis de Brovary ».

J'entendais ce matin que Brovary était devenue la ligne de front à l'est de Kiev et que les combats y sont quotidiens.

Ce fut l'occasion, lors de ce rassemblement d'évoquer les revendications de notre parti concernant ce conflit et notre attachement à la paix, et par l'intermédiaire de notre Adjointe au maire au relations internationales, Assia Benziane, et du comité de jumelage de faire part des initiatives de solidarités qui sont mises en place par notre municipalité. Depuis, un autre rassemblement organisé par la municipalité a eu lieu lundi ainsi qu'une réunion avec les associations et toutes les bonnes volontés pour organiser la solidarité.

Sur les causes de ce conflit, un temps d'échange était organisé ce soir par la fédération, sur l'origine du conflit, le rôle de l'OTAN, sur ce qui a amené la décision désastreuse, en violation du droit international, du gouvernement russe d'attaquer l'Ukraine et sur les perspectives crédibles pour une désescalade.

Du fait de notre Ag, nous ne pouvons pas y participer. Lors de notre dernier conseil exécutif local, nous avons échangé sur le besoin d'organiser localement ce temps d'échange sur les causes de ce conflit mais aussi sur leurs conséquences.

Par exemple sur les conséquences : L'inflation, la hausse des prix de l'énergie de même que celles sur le blé (le prix des pâtes a augmenté de près de 50% en quelques mois). À noter que ces augmentations ont commencé avant ce conflit, car les premières causes sont le marché et la spéculation.

Bien sûr, ce conflit va accentuer ces hausses, mais ne laissons pas croire qu'il en ait le seul responsable.

Sur les hausses de l'énergie, la première mesure qu'il faudrait prendre et qui est proposée par notre candidat, est de revenir à un pôle public de l'énergie et de ne plus être tributaire de la spéculation.

Les prix de l'énergie répercutés sur les charges des locataires des logements HLM ou des copropriétaires va accentuer le problème majeur, en Ile de France, qui est de se loger à un prix raisonnable. La précarité en matière de logement déjà forte va augmenter.

Les besoins en termes de logements sont déjà très largement insuffisants, la droite, si elle arrive au pouvoir veut supprimer la loi SRU et le gouvernement actuel ne prend pas les mesures nécessaires pour répondre aux besoins.

Nous vous proposons donc pour aborder toutes ces questions, de prévoir une initiative, un débat en partant de la question centrale du logement.

Sur la campagne des présidentielles, l'épisode des parrainages est terminé, La candidate de la primaire populaire (Christiane Taubira) n'a pas obtenue les parrainages nécessaires.

Les douze candidats sont maintenant connus, 8 hommes, 4 femmes, 3 d'extrêmes droites, 3 de droites (j'y met macron), 2 sociaux-démocrates et 4 de gauches.

La déclaration de candidature du président sortant est enfin arrivée par une lettre dans les journaux, cela traduit sa volonté de faire une campagne à minima en se servant de l'actualité pour apparaître le mieux placé pour résoudre la crise actuelle.

Une nouvelle fois, comme en 2017, son programme n'est pas connu pour le moment.

Notre candidat Fabien Roussel, dont le programme est connu et disponible, a depuis quelques semaines marquées des points, dans les sondages, mais pas que !

Les meetings rassemblent beaucoup de monde (encore hier soir au Cirque d'hiver), son discours sur la paix à l'assemblée nationale a été remarqué et apprécié et nos propositions sur le pouvoir d'achat rencontrent un écho dans cette période où l'inflation menace fortement, la BCE indiquait hier qu'elle l'estimait à 5,1% en zone euro pour cette année. La question des salaires qui eux stagnent va devenir centrale également.

La proposition d'Emmanuel Macron de reformer les retraites avec un départ à 65ans, est aussi l'occasion pour nous de faire valoir notre proposition d'une retraite à 60 ans avec un minimum retraite de 1200€ que nous financerions avec une cotisation sur les revenus du capital, les plus-values ou encore les dividendes.

Ils nous restent 4 semaines pour convaincre, 4 semaines pour faire connaître nos propositions au plus grand nombre, 4 semaines pour transformer l'intérêt de nos concitoyennes et concitoyens en bulletins de votes pour faire le meilleur score possible et peut-être faire mentir les sondeurs sur la réélection de Macron et les cinq ans de casse sociale qui s'en suivront.

Pour l'organisation du scrutin, vous pouvez, dès maintenant, vous inscrire auprès de Anne pour la tenue des bureaux de votes.

Comme vous le savez, avec la cinquième république, le quinquennat et l'inversion du calendrier par Jospin et Chirac, il en résulte une situation où les élections législatives qui suivent la présidentielle ne font que confirmer, depuis sa mise en place, le résultat de la présidentielle avec l'élection massive de députés se réclamant du président. Ce qui par voie de conséquence affaiblit les oppositions et notre représentation au parlement et surtout le rôle du parlement.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles nous sommes pour une sixième république et contre cette cinquième qui, de fait, donne les pleins pouvoirs au président élu pour cinq ans.

C'est dans ce contexte que nous devons réfléchir et préparer les législatives, sans connaître à l'avance les rapports de forces qui résulteront de la présidentielle.

Nationalement et départementalement, notre parti a commencé à travailler, partant des résultats des derniers scrutins législatifs et des discussions avec les autres forces de gauches ont commencé à avoir lieu.

Au niveau départemental, le Val-de-Marne compte 11 circonscriptions, actuellement 7 ont des députés LREM ou MODEM, 2 des députés LR, une députée Fi et une députée socialiste.

D'après les résultats des anciens scrutins, seules quatre circonscriptions semblent gagnables à gauche : la 10^e détenue par la FI, la 9^e détenue par les socialistes, la seconde et la 11^e détenues par LREM.

Cela rend les négociations à gauche compliquées, La Fi voudrait garder la 10^e ou est élue sa présidente de groupe, le Ps voudrait garder la 9^e où Isabelle Santiago est élue et souhaiterait reconquérir la 2^e (anciennement Cathala), le pôle écologiste à travers Sophie Taillé Poliant viserait la 11^e.

Notre parti souhaiterait également avoir une ou un député, en terme de résultat, le plus simple serait la 10^e mais nuirait à tout accord avec la Fi ou la 11^e moins facile surtout si les verts s'y présentent.

Le mois dernier, j'ai rencontré notre secrétaire fédéral avec notre maire, pour échanger sur les négociations nationales en cours. Il nous a indiqué que des échanges avaient lieu avec les différents partis de gauche, avec la FI des discussions avaient lieu pour ne pas présenter des

candidatures face aux sortants réciproquement mais que rien n'était aboutis. Les accords, si ils ont lieu, auront lieu très probablement après le 1^{er} tour.

Lors de cette réunion, notre Maire a indiqué sa disponibilité pour rassemblée la gauche à Fontenay et faire le maximum de voix.

Notre secrétaire fédéral nous a indiqué que notre circonscription pourrait être laissé à EELV dans le cadre d'un accord et par conséquent nous demande de désigner un ou une chef de file pour peser dans les négociations.

Pour rappel sur notre circonscription, en 2017 après l'élection d'Emmanuel Macron, LREM avait fait 40,25 % des voix, la droite 18,46 %, les verts 16,1 % et la FI 11,28%. Ce qui avait provoqué un duel droite / LREM au deuxième tour avec une victoire de LREM à près de 60%.

Comme indiqué précédemment, il est probable qu'Emmanuel Macron soit réélu, partant de là, il est fort probable que LREM garde cette circonscription.

Ce qui nous amène à nous interroger sur ce que nous voulons faire de cette élection, nous les communistes localement et plus largement, la gauche sur cette circonscription :

- Voulons-nous nous compter à gauche au premier tour et laisser la droite et LREM au deuxième tour ?
- Voulons-nous une nouvelle fois ne pas apparaitre dans cette élection et laissé la place à EELV ?
- Voulons-nous nous servir de cette échéance pour rassembler les forces de gauches sur la circonscription et atteindre le deuxième tour face à la droite ou LREM ?

J'ai échangé sur ces questions avec le secrétaire de section de Vincennes-Saint-Mandé.

Les camarades de Vincennes auraient souhaité un cadre commun pour la présidentielle comme un comité des jours heureux au niveau de la circonscription. Sur la question de la désignation des candidatures pour la législative, nous avons convenue nous rencontrer lors du prochain comité exécutif local et de faire une assemblée générale commune pour l'organisation du vote.

Pour se conformer à nos statuts, je vous propose de faire un appel à candidature sur l'ensemble de la circonscription et sur la base de critères

sur lesquelles nous pouvons échanger ce soir. Les critères qui ont été proposé en comité exécutif local sont les suivants :

- Une ou un camarade en capacité de rassembler largement
- Une ou un camarade issu des quartiers populaires
- Une ou un camarade jeune avec une expérience militante

J'ajouterais qu'il faut veillez à la représentativité sur l'ensemble de la circonscription à travers les deux candidatures Titulaire et Suppléant.

Dans l'attente de la désignation de nos candidates et candidats, il nous faut répondre aux besoins départementaux et nationaux en sélectionnant une ou un chef de file, pour rappel la ou le chef de file ne sera pas forcément notre candidate ou candidat, son rôle est de peser dans les négociations départementales et nationales en cours et également, localement, aux côtés des secrétaires de sections des villes concernées d'échanger avec les autres forces de gauches pour des accords locaux éventuels.

J'ai proposé, lors de notre comité exécutif local, après plusieurs échanges avec des camarades de Fontenay et Vincennes que Vincent Battal soit notre Chef de File, du fait qu'il répond aux critères que je viens d'énoncer, qu'il a relancé l'activité militante au Alouettes, que son investissement est reconnu par de nombreuses associations et pour son investissement militant et sa pugnacité lors des deux dernières campagnes à Fontenay.

La proposition de présenter Vincent comme chef de file a recueilli un avis favorable majoritaire du CEL. Aucune autre proposition n'a été mise en débat, un seul camarade exprimant clairement son désaccord.

Je vous propose donc que nous nous prononcions ce soir sur les critères de l'appel à candidature. Sur le chef de file et d'échanger sur ce que nous voulons faire de cette législative.

À noter dans vos agendas pour demain :

À 11h hall HDV Hommage à notre camarade Georges Cukierman

À 14h rdv à Nation pour la marche pour le climat et la justice sociale.

À noter également le meeting prévu avec Yann Brossat la semaine prochaine à 17h à la maison du Citoyen.